

Deuxième partie

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

DE SEATTLE A PORTO ALEGRE

La résistance redevient visible

Quand on parle de « globalisation », on songe en fait à la globalisation néolibérale dominante. Ses défenseurs argueront d'ailleurs qu'il n'y a pas d'autres globalisation possible. Mais nombreux sont ceux, au sein du mouvement antiglobalisation en tout cas, qui acceptent difficilement qu'il n'y ait qu'une seule globalisation envisageable. Ils ont au moins l'impression qu'il peut en exister une autre, et c'est ce qui alimente leur résistance.

Ceux qui considèrent l'actuelle globalisation néolibérale comme un autre nom ou une forme récente du capitalisme voient tout de suite que la résistance qu'elle suscite n'est pas nouvelle.

Il y avait bien résistance, même si elle était parfois en veilleuse

Nous n'allons pas ouvrir de dossier historique, mais nous voulons quand même rappeler la résistance qui s'est enracinée, au cours des siècles passés, dans les mouvements socialistes, communistes et anarchistes. Nous ne pouvons pas oublier que de nombreux peuples se sont opposés au colonialisme et à l'impérialisme. Fondamentalement, il s'agissait souvent d'une opposition au capitalisme ambiant qui menaçait leur propres modes de vie et économies. La résistance contre l'absorption par le système économique capitaliste continue d'ailleurs à se manifester aujourd'hui dans de nombreux pays du sud.

Cela peut paraître ancien, mais l'époque du communisme et du socialisme réels n'est pas très loin de nous. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, jusqu'à la fin des années 1980, un tiers de la population mondiale vivait dans un régime communiste qui a fonctionné pendant quelques décennies comme une solution de rechange au capitalisme. La critique selon laquelle il s'agissait plus de capitalisme d'état que de socialisme montre clairement que les deux systèmes étaient parfois très semblables - par exemple, les deux négligeaient les coûts écologiques de leur fonctionnement, et le communisme était champion à cet égard – et que le communisme n'était pas une solution de rechange intégrale. En 1989, le communisme s'est effondré. Comment et pourquoi ? Cela n'est pas encore très clair, mais c'est la preuve de grandes lacunes. Ainsi s'est terminée la période d'alternative réelle. Les marxistes, les néomarxistes ou les communistes doivent revoir leur copie. Je n'hésite d'ailleurs pas à dire que j'ai moi-même toujours été opposé au communisme, bien avant la chute du rideau de fer.

Au cours des dernières décennies, les noyaux de l'opposition à la globalisation ou au capitalisme ont pris des formes tout à fait différentes dans le monde entier. Cette opposition est répartie en plusieurs organisations et mouvements. Nous la retrouvons dans les anciens mouvements sociaux tels que les syndicats. Nous la voyons dans les nouveaux mouvements sociaux qui sont apparus à partir des années soixante sous la forme de mouvements tiers-mondistes. Mais durant ces dernières années néolibérales, cette opposition a pris une belle couche de poussière.

Dans les syndicats, le mouvement social par excellence, nous retrouvons en tout cas de nombreux éléments d'opposition depuis des décennies. Ils se sont ainsi opposés aux nombreux abus commis sur les hommes et les femmes au travail et à la réduction de la part de prospérité de ceux qui travaillent.

Le mouvement environnemental s'oppose à l'ignorance ou même à la négation des coûts écologiques. Il faut remarquer que les coûts écologiques de l'effet de serre, par exemple, sont si lourds qu'ils vont peut-être forcer la globalisation à s'adapter.

L'opposition réside aussi dans les mouvements féminins qui stigmatisent la manière dont le capitalisme force les femmes à être dépendantes et subordonnées, dont la globalisation provoque une féminisation de la misère.

Le mouvement pacifiste s'oppose à l'hégémonie militaire et au commerce des armes. Même dans son opposition à un monde bipolaire, dominé par les blocs qu'étaient l'OTAN et le Pacte de Varsovie, elle s'opposait en fait au système économique dominant.

Le mouvement tiers-mondiste milite pour d'autres relations économiques mondiales, surtout entre le nord et le sud.

Les mouvements paysans sont d'avis que l'agriculture et la sécurité alimentaire ne peuvent pas être abandonnées au marché mondial.

De nombreuses populations et surtout des peuples indigènes se battent pour le maintien de leur culture et de leur mode de vie, y compris leur économie.

Les mouvements des droits de l'homme se heurtent fréquemment aux excès de la globalisation quand ils se dressent pour défendre divers droits de l'homme.

Les organisations de consommateurs n'acceptent pas que les entreprises se paient la tête de leurs clients et surtout pas qu'elles commercialisent des produits dangereux, nocifs ou malsains.

Dans de nombreux partis politiques, surtout dans les partis de gauche et les verts, gronde le mécontentement et parfois aussi l'opposition à un système économique qui augmente l'écart entre les revenus et refoule les pouvoirs publics. Les partis d'extrême gauche ne se sentent jamais vraiment atteints dans leurs certitudes : ils sont et restent avant tout anticapitalistes. On peut cependant remarquer qu'au plan mondial, l'opposition traditionnelle gauche-droite sur la répartition de la prospérité n'a nullement faibli. Ce n'est pas parce que les vieilles recettes communistes ne marchent pas que les problèmes de la répartition inégale, de l'écart croissant des revenus et de l'exploitation n'existent plus.

Il convient également de remarquer que des partis de droite s'opposent aussi à un capitalisme dominant et globalisant. Ils y voient une menace pour les valeurs traditionnelles et nationales et peuvent rallier des électeurs qui sentent que leurs vieilles certitudes disparaissent.

Notons aussi que plusieurs églises, religions et humanistes partagent la critique selon laquelle le matérialisme ne peut être la mesure de toutes choses.

N'oublions pas non plus que divers esprits critiques, hommes et femmes du monde universitaire et de l'enseignement, de la presse et des milieux culturels prennent de la distance par rapport à la globalisation et parfois même s'y opposent.

Au cours de ces dernières années, l'opposition au capitalisme et à sa forme envahissante de globalisation est restée bien vivante. Elle n'a nullement disparu. Mais avec Margaret Thatcher

en Grande-Bretagne et Ronald Reagan aux Etats-Unis, le néolibéralisme a effectué une véritable percée au début des années quatre-vingt. Le succès néolibéral et l'effondrement du communisme affaiblissent notablement la résistance. Durant les années 1990, l'opposition est devenue quasiment invisible, il n'était pas du tout question de mouvement global, les voix de l'opposition furent relativement étouffées. Comme elles se taisaient ou n'étaient pas écoutées, on avait l'impression qu'il n'existe qu'un système qui peut répondre aux besoins économiques et autres de l'homme et de la société.

En vérité, ce mouvement est resté socialement absent durant les dernières décennies – et sûrement après la chute du communisme – et il n'a jamais pu faire la différence.

Ce qui le dessert sans aucun doute, c'est que son analyse, sa critique et son opposition sont thématiquement réparties dans de nombreux mouvements et organisations sans qu'une synthèse soit jamais faite de tous ses sujets. En soi, cette diversité n'est pas si grave. Elle peut même constituer un avantage parce qu'elle maintient le mouvement en vie, qu'elle est un frein à la sclérose, à la pensée unique trop rigide et aux structures centralisatrices et hiérarchisées. Mais il faut qu'on soit davantage conscient que tous ces thèmes sont liés les uns aux autres. Même si, en divers lieux et pour diverses raisons, on n'en est pas encore là, du point de vue « global », la volonté de réaliser cette synthèse est bien présente dans ce mouvement antiglobalisation rénové.

L'opposition renaît de ses cendres

Les gens qui sont dans l'opposition depuis un certain temps peuvent nous dire quand le mouvement antiglobalisation a relevé la tête. Un homme comme Walden Bello, par exemple. Il est frappant de voir qu'il remonte bien plus loin que le passé récent : « Dans de nombreux pays, le commerce international inégal ou l'influence néfaste des multinationales ont toujours suscité de fortes oppositions sociales. La lutte contre ces multinationales n'est pas neuve, elle date des années 1970 et 1980. Mais le mouvement actuel contre la globalisation est né comme une réaction à la ratification de l'OMC en 1994-1995 lors de ce qu'on a appelé « l'Uruguay Round ». L'impression prévalait que les multinationales étaient la force qui agissait dans les coulisses de ce « round » et manigançait la création d'un ensemble de règles mondiales qui jouaient en leur faveur et qui étaient dirigées contre les intérêts des populations. Ceux qui voulaient encore s'opposer à l'OMC et à ses règles ne pouvaient plus le faire dans un seul pays. On sentait qu'on devait rassembler des forces du monde entier, qu'un contre-mouvement international devait naître ».

Naomi Klein souligne elle aussi cette internationalisation grandissante de l'opposition aux multinationales : « C'est une période où la société civile se globalise. En Amérique du Nord, cette tendance se manifeste depuis l'entrée en vigueur de l'accord de libre échange nord-américain (NAFTA). Je viens du Canada et nous pensions que nous livrions une bataille exclusivement nationaliste, que nous luttons pour notre propre souveraineté par rapport au libre échange avec l'Amérique dans le cadre de ce NAFTA. Mais nous avons établi des contacts dans le monde entier et nous avons découvert quelque chose de très différent. La multiplication des communications et liens entre des étudiants, des enseignants, la société civile, des agriculteurs et des travailleurs nous a permis de comprendre qu'il ne s'agissait nullement de combats nationalistes. Ce sont des combats pour des principes fondamentaux, pour la démocratie et la souveraineté ».

La naissance de l'OMC en 1995 – et la controverse suscitée par le NAFTA en Amérique du Nord – fut donc le catalyseur du mouvement actuel. Par la suite, son combat contre d'autres institutions, organisations et accords internationaux financiers et économiques s'est placé dans un contexte global plus vaste. Ou, comme l'exprime Bello : « On n'était plus un opposant isolé dans un pays, bénéficiant d'une très faible coopération avec autrui. Nous formions maintenant des mouvements qui se coordonnaient par-delà les frontières pour arrêter ces institutions internationales. Le mouvement est né pour répondre à l'OMC. Par la suite, il se braqua aussi contre l'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI) et l'empêcha d'être conclu ».

A partir de 1995, les pays riches, réunis au sein de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), négocièrent à propos de cet AMI. Les propositions trahissaient une claire volonté d'augmenter surtout la liberté et la protection des investisseurs étrangers. L'accord était en fait rédigé sur mesure pour les multinationales : les droits des investisseurs y étaient étendus, mais il n'était guère question de leurs responsabilités et de leurs devoirs. Comme souvent, les négociations se déroulèrent à huis clos.

Mais en 1997, un texte AMI intercepté parut sur Internet. En moins de temps qu'il n'en faut pour l'écrire, une mobilisation internationale se constitua qui provoqua finalement le torpillage de l'accord. Le Financial Times écrivit à la fin avril 1998 que, dans ce combat, Internet était une arme décisive pour les opposants à l'AMI. Les adversaires de la globalisation néolibérale eurent aussitôt le vent en poupe. Comme le dit Bello : « Par la suite, le mouvement s'en prit à la Banque Mondiale et au FMI. Et rapidement, les entreprises multinationales devinrent l'une des cibles majeures de ce mouvement populaire transnational. Ce que j'essaie de dire, c'est qu'à côté de l'OMC, de la Banque Mondiale et du FMI, les multinationales – que les gens considèrent réellement comme la force la plus importante de la globalisation - deviennent l'objectif majeur de ce mouvement ».

Les historiens devront sans doute se prononcer un jour sur la justesse de cette appréciation ou de cette analyse. Il semble qu'un mouvement anticapitaliste rafraîchi ait été relancé au nord et au sud. Il s'est raffermi dans sa lutte contre le NAFTA et l'OMC. Mais il a puisé notamment son inspiration et sa force dans la résistance des paysans du Brésil et d'Inde contre les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) et la toute puissance des multinationales des semences et des pesticides, contre le soi-disant libre échange et l'économie de marché qui anéantit les bases de nombreuses communautés, qui rend impossible une rémunération honnête du travail et qui hypothèque l'avenir en causant des catastrophes écologiques. Ce mouvement a acquis une stature mondiale à travers les nouvelles formes de communication disponibles que permettent les nouvelles technologies.

Seattle

On voit clairement qu'une coopération internationale concrète se trouve à la base de ce mouvement antiglobalisation. Mais alors que les discussions relatives à l'AMI ont attiré l'attention des médias, on ne peut pas dire que le mouvement bénéficiait jusque là du même intérêt.

A la fin novembre 1999, cette situation changea du tout au tout, car l'OMC se réunit à Seattle, une ville qui allait rapidement acquérir une dimension presque mythique au sein du mouvement. Des dizaines de milliers d'activistes manifestèrent plusieurs jours dans les rues contre la globalisation, contre une société qui accorde un rôle central à l'économie et la

réalisation de profits et non à l'homme dans son environnement. De nombreuses manifestations étaient constituées d'un mélange bigarré de syndicats (principalement américains) et d'un véritable arc-en-ciel de divers mouvements sociaux nouveaux.

On assista à de dures confrontations avec la police, et à un moment, les manifestants réussirent à empêcher les délégués de se rendre dans les centres de discussion. Une manifestante réussit à s'introduire dans une réunion et à y prendre brièvement la parole. Après quelques jours, les délégations quittèrent Seattle sans résultats. Grâce à ces manifestations médiagéniques contre l'OMC – les images de la confrontation se retrouvèrent sur d'innombrables écrans de télévision -, le mouvement acquit une visibilité totale dans les médias.

Naomi Klein raconte ainsi son expérience : « Je suis la croissance du mouvement contre les grandes entreprises depuis cinq années déjà. Vraiment, il a explosé à Seattle. Nous avons connu une période incroyable de treize mois. Il y avait toutes sortes de rassemblements : Seattle, Washington, Prague... Il y aura des manifestations à Buenos Aires, nous serons aussi à Québec. Porto Alegre est un pas de plus sur ce long parcours ».

Mais pourquoi le mouvement a-t-il précisément explosé à Seattle ? Pourquoi des Américains du Nord, essentiellement, se sont-ils retrouvés massivement dans la rue ? Naomi Klein a également une réponse à ces questions : « Le mouvement est impuissant à exercer une pression sur nos gouvernements. Si les gens sont descendus dans la rue, c'est parce que les lobbies n'ont pas rempli leur mission. Quand on demande aux organisations de travailleurs ou de défenseurs de l'environnement pourquoi ils sont descendus dans la rue de manière si militante, ils répondent que c'est justement parce qu'ils n'avaient plus de place à table à Washington ».

Après Seattle, le mouvement antiglobalisation a continué à faire parler de lui. Les protestations continuent et nous retrouvons régulièrement les activistes. A la mi-avril 2000, ils étaient présents à Washington lors de la réunion annuelle du FMI et de la Banque Mondiale qu'ils voulaient paralyser. A la fin juin, le lieu de rendez-vous fut la ville française de Millau où le leader paysan José Bové et ses partisans furent assignés en justice pour le saccage d'un McDonald's en construction, le symbole par excellence de la « malbouffe », de la modification génétique de notre nourriture et de la globalisation qui étouffe le commerce des aliments sains. Au début septembre, on les a vus à New York au sommet du millénaire des Nations Unies, et à la fin septembre, ils firent une apparition, presque « inévitable », à Prague durant la réunion du FMI et de la Banque Mondiale, puis la même année à Chiang Mai et Nice. En 2001, les rendez-vous se situèrent notamment à Naples, Buenos Aires, Québec, Göteborg, Gênes et Bruxelles.

« Le mouvement antiglobalisation » est devenu le nom le plus répandu de cette mouvance. En fait, c'est totalement injustifié. Car en premier lieu, il essaie lui-même d'opérer de façon globale sur base des nouvelles technologies de communication. Par essence, c'est un mouvement contre la globalisation telle qu'elle se manifeste maintenant, mais pour une globalisation qui cherche et trouve des réponses humaines aux problèmes et aux défis qui se posent au monde : la production et la répartition de la prospérité, la démocratie et l'éthique contre la prise de pouvoir du monde économique et financier, la guerre et la paix, le désordre écologique et les rapports durables avec les richesses de la terre, la vie commune dans la diversité culturelle, l'atteinte à divers droits de l'homme et la juste ambition d'une émancipation humaine multiple.

Des années après la naissance de l'OMC en 1995 et un moment après Seattle, nous pouvons prendre le temps d'établir une évaluation intermédiaire. Où en est le mouvement, telle est la question qu'on se doit de poser à Walden Bello. Sa réponse est la suivante : « Ce mouvement est crucial pour faire refluer la marée. Bien entendu, les structures de la globalisation sont très fortes, mais depuis Seattle, il y a une convergence du mouvement dans divers combats importants, à Seattle, à Washington, à Chiang Mai lors de la réunion de la Banque Asiatique du Développement en mai 2000, à Prague ».

Remarquons également comment, dans ce mouvement mondial, l'attention ne cesse d'augmenter pour les manifestations qui se déroulent dans la région où l'on vit, chez Bello pour ce qui se passe en Asie, chez Klein pour ce qui se passe sur le continent américain.

Comme le dit Bello : « Des forces en provenance du monde entier se rassemblent dans ce mouvement antiglobalisation et secouent ces grandes institutions. A tel point que même l'un des partisans les plus en vue de la globalisation, l'économiste américain C. Fred Bergsten, déclare aujourd'hui que les forces qui soutiennent la globalisation ont perdu leur avantage en faveur des forces de l'antiglobalisation. C'est la première grande réalisation de ce mouvement. Il a réussi à créer une crise de légitimité pour l'OMC, le FMI, la Banque Mondiale et pour de nombreuses institutions multilatérales. Comme nous le savons tous : quand on se trouve dans une crise de légitimité et qu'on ne peut pas la résoudre, ce n'est qu'une question de temps avant que les structures elles-mêmes ne commencent à s'éroder. A mon avis, ces institutions vivent actuellement une grave crise de légitimité ».

Il est difficile de dire pour le moment si Bello ne prend pas ses désirs pour la réalité. Quoi qu'il en soit, il poursuit son raisonnement : « Cette crise force les élites à se regrouper. C'est ce qu'elles font lors de rassemblements comme le Forum Economique Mondial de Davos. Elles y réfléchissent à leurs stratégies, à la manière de regagner leur légitimité pour une globalisation qui donne la maîtrise au monde industriel ».

Une chose est claire. Pour la première fois depuis la chute du mur de Berlin, le monde dispose à nouveau d'un mouvement anticapitaliste actif qui est en mesure de mobiliser les gens. Mais va-t-il susciter de vrais changements ? Des vétérans d'organisations anciennes remarquent qu'il ne suffit pas de s'opposer, que ces manifestants savent bien contre quoi ils se battent mais pas pour quoi, et que ce nouveau mouvement antiglobalisation doit clairement exprimer ce qu'il veut. C'est peut-être beaucoup demander de la part d'un tout jeune mouvement qui est essentiellement spontané, qui tient à sa diversité et qui veut associer l'action à la discussion, la réflexion et la recherche de solutions de rechange. Cela donne effectivement une impression confuse, mais il ne faut pas oublier que ce mouvement ne s'inspire pas d'un manifeste communiste ou d'une bible sur laquelle il pourrait se baser. Et nous voici à la veille du Forum Social Mondial de Porto Alegre.

PORTO ALEGRE

Au-delà de l'opposition

Du 25 au 30 janvier 2001, quinze à vingt mille personnes se retrouvent à Porto Alegre pour le premier Forum Social Mondial et diverses activités annexes. Elles viennent d'environ 120 pays, ce sont des personnes très différentes, comme on peut le voir au premier coup d'œil, avec des conceptions très diversifiées qui donnent vite du relief aux discussions. Mais tous ces gens ont aussi beaucoup en commun, ils voient l'évolution du monde actuel, ne l'approuvent pas et estiment que les choses peuvent et doivent aller mieux.

Selon les organisateurs, il y a 4700 délégués de mouvements et organisations sociales qui participent officiellement au forum, et parmi eux plus de 1500 viennent d'un autre pays que le Brésil. Un millier de mouvements et organisations sont donc représentés ici. Parallèlement, Porto Alegre accueille un camp de jeunesse international (2000 personnes) et un camp des populations indigènes qui rassemble 700 personnes. Et au Forum Parlementaire Mondial, on compte 436 délégués en provenance de 27 pays. Quant aux journalistes, ils sont près de 1800, dont près de 500 non-Brésiliens représentant une cinquantaine de pays.

Un autre monde est possible

Près de 14.000 personnes sont là pour le Forum Social Mondial dont le mot d'ordre est « Un autre monde est possible ». Elles suivent les débats, prennent part aux groupes de travail et entendent des témoignages. Nombreux sont les Brésiliens qui ne viennent qu'un ou deux jours, ce qui complique les estimations. L'immense intérêt suscité par cette manifestation, beaucoup plus grand qu'on ne s'y attendait, donne quelques problèmes opérationnels aux organisateurs. La plupart des personnes présentes appartiennent à ce qu'on a nommé à plus ou moins juste titre le mouvement antiglobalisation, et cette fois-ci, elles ne veulent pas se contenter de protester. La grande ambition de Porto Alegre est de rassembler des solutions de rechange au modèle du marché néolibéral et de les soumettre au forum public. La formule est inspirée par le Forum Economique Mondial qui se tient à Davos depuis 30 ans. Les figures éminentes du monde économique et politique tentent d'y tracer les lignes directrices du développement économique de notre monde. C'est un exercice intéressant qui se déroule chaque année.

Mais les initiateurs et promoteurs de Porto Alegre veulent emprunter une voie bien différente. Ils estiment que Davos pense beaucoup trop peu à une politique sociale et économique à mesure humaine, accorde trop peu d'attention aux droits de l'homme, à la justice sociale et au développement durable. Ils trouvent qu'à Davos, l'économie a la priorité sur les hommes au lieu d'être à leur service. Pour se profiler comme pendant social, le nouveau Forum Social Mondial se déroulera chaque année au même moment que le rassemblement de Davos. Cette opposition entre Davos et Porto Alegre est encore accentuée par l'organisation d'un relais vidéo, un débat télévisé entre participantes de Porto Alegre et participants (tous des hommes, en fait) de Davos. La chaîne Arte et une chaîne brésilienne retransmettent le débat en direct.

Durant cinq jours, des milliers de participantes à de nombreuses conférences et des centaines de groupes de travail analysent ce qui ne tourne pas rond dans notre monde. C'est donc surtout l'histoire d'un monde où l'économie a la priorité sur l'homme, où le bien-être produit est réparti de manière toujours inégale, où les droits de l'homme sont réprimés, où les ravages

écologiques sont incroyablement grands et où les décisions sur tous ces problèmes sont toujours prises en secret et de manière non démocratique par des multinationales, quelques pays économiquement prépondérants et des organisations internationales.

Mais on n'en reste pas là. Durant ces cinq journées, on discute aussi de solutions de rechange qui permettent d'obtenir le respect des droits de l'homme, la justice sociale et le développement durable. On échange des expériences et on établit des contacts. Peut-être pose-t-on ainsi les bases toutes neuves d'une alliance entre le millier de mouvements, de syndicats et d'ONG représentés ici. L'espoir est grand qu'un mouvement social mondial prenne forme qui puisse lutter pour ces solutions de rechange avec de réelles chances de succès.

Porto Alegre, des idées à la réalité

Ce n'est pas le point le plus important, mais il est captivant de découvrir comment ce premier Forum Social Mondial a été mis sur pied. J'ai moi-même poussé la curiosité jusqu'à poser la question à Bernard Cassen, qui est un témoin privilégié : « Ce Forum est né d'une discussion au Monde Diplomatique, dans mon bureau. En février 2000, j'ai reçu la visite du Brésilien Oded Grajew, qui est le coordinateur d'une association pour l'entreprise socialement responsable. Il m'avait été recommandé par mon ami Francisco Whitaker, le secrétaire de la commission Justice et Paix de la conférence des évêques brésiliens, un homme proche de l'église brésilienne. Oded Grajew venait du Forum Economique de Davos et me rendait visite parce que j'étais le président d'Attac. « Tu dois organiser un contre-Davos, me dit-il, et vous autres d'Attac, vous devez le faire ». Dans son esprit, cette manifestation devait se tenir en France. Nous avons discuté et j'ai argué qu'un contre-Davos en France n'offrait pas tellement d'intérêt, ce ne serait pas une rupture symbolique avec Davos, et nous avons réfléchi ensemble. A mon avis, cela devait se faire dans le sud, au même moment que Davos. J'ai proposé de l'appeler Forum Social Mondial par opposition au Forum Economique Mondial. On doit souligner la différence, géographique et symbolique, mais aussi l'organiser au même moment. Les journalistes raisonnent ainsi naturellement, le faire avant ou après, ce n'est pas la même chose, le faire au même moment, c'est forcer le choix ».

Ainsi l'idée d'un Brésilien se développa en initiative d'organiser un Forum Social Mondial au même moment que Davos. Mais où ? Ceux qui lisent le Monde Diplomatique connaissent peut-être son intérêt – peut-être même une certaine admiration – pour ce qui se passe au niveau politique depuis quelques années dans le sud du Brésil. Nous retrouvons ce phénomène dans le témoignage de Cassen : « Je n'ai pas vu d'autre pays que le Brésil pour le réaliser. Cela devait se faire dans l'état du Rio Grande do Sul et à Porto Alegre, parce que cette ville est déjà une référence pour ses expériences démocratiques avec un budget participatif. C'est également là qu'est né le mouvement des sans terre. En outre, cet état a interdit les OGM. On y trouve donc des réalisations locales qui sont très symboliques. Ainsi s'est terminée la conversation. J'ai dit : si cette idée progresse au Brésil, je m'y rendrai pour en discuter ».

Il y a effectivement eu un progrès. L'état et la ville de Porto Alegre ont promis un soutien logistique. Restait encore la question de savoir qui organiserait le Forum. Cassen poursuit : « Les Brésiliens pensaient à une organisation internationale. J'étais contre, car je pensais qu'ainsi, le Forum ne se réaliserait pas. Quand on doit trouver un accord entre quatorze pays, cela ne marche jamais. Les Brésiliens ont répliqué qu'ils n'avaient pas de légitimité. A mon avis, ils en avaient en raison du combat social qu'ils mènent et aussi parce qu'ils disposent d'une base politique. Finalement, cette suggestion a été acceptée et on a vu se créer un comité

organisateur constitué de huit organisations brésiliennes. Bien entendu, elles ont bénéficié du soutien des autres organisations du monde, mais elles ont pris toutes les décisions ». L'une de ces huit organisations était MST, le Mouvement des Sans Terre. Joao Pedro Stedile a participé en son nom à l'organisation du Forum Social Mondial : « Pendant une année, nous avons travaillé avec MST dans le comité organisateur. Nous avons également contribué à la mise sur pied du Forum via notre coupole internationale Via Campesina. Lors d'une réunion préparatoire à Sao Paulo, on a opté pour une méthodologie démocratique et pluraliste. Nous voulions éviter en tout cas que ce Forum se déroule comme les congrès de parti ou de syndicat avec leurs débats hystériques. Nous voulions un débat ouvert pendant cinq jours ».

De grands espoirs à Porto Alegre

Il vaut la peine de connaître la conception du premier Forum Social Mondial. Comme il est sûrement utile de mieux comprendre divers points. Par exemple, pourquoi ce premier Forum a eu un caractère si latin, pourquoi tant de Brésiliens et de Français en vue s'y trouvaient, même pourquoi les mouvements environnementaux et pacifistes n'étaient pas fort bien représentés. Nous reviendrons plus loin sur ces faiblesses du Forum.

Mais au début de Porto Alegre, il importe surtout de savoir ce que les participants attendent du forum. Pourquoi sont-ils venus ici, que veulent-ils qu'on obtienne avec cette nouvelle initiative du mouvement antiglobalisation ?

Les mobiles et les attentes sont très divers, mais on peut y déceler des lignes de force. L'Africain y voit la possibilité de clamer les préoccupations de l'Afrique où règne la malnutrition alors que d'autres vivent dans la richesse et la paix. Nous rencontrons une Juive et une Arabe palestinienne qui sont côte à côte comme deux sœurs. La première veut entendre parler de projets relatifs aux droits de l'homme, à l'inégalité et aux femmes. Elle veut discuter et échanger des idées et s'intégrer dans la lutte contre la globalisation, contre l'exploitation et la manipulation d'un groupe par un autre. La deuxième veut rencontrer d'autres organisations et partager des expériences, apprendre d'autres pays comment vivre avec des conflits. D'Inde nous parvient de nouveau la question de la reconnaissance des intouchables. Une étudiante brésilienne veut écouter des gens intéressants qui ont des propositions à faire. Elle croit qu'un socialisme démocratique est possible et espère découvrir des arguments favorables à cette thèse.

Un agriculteur français souhaite voir des preuves que la solidarité peut exister entre les peuples du monde et que nous pouvons négocier ensemble pour un monde plus humain. Un autre trouve que ce Forum doit rassembler des gens des cinq continents pour réfléchir à ce qu'il faut faire dans un monde où règnent tant d'inégalités. D'autres encore n'attendent rien de moins qu'une solution de rechange complète à la globalisation actuelle.

Walden Bello place la barre très haut : « L'importance de Porto Alegre est justement que ce Forum se déroule après une année de victoires de ce mouvement. C'est un moment crucial. Ou Porto Alegre nous aide à accomplir un bond en avant, ou il échoue. Cela dépend de ce qui se passe ici, c'est vraiment décisif. Beaucoup de gens sont venus ici dans l'espoir de trouver un forum pour créer une stratégie de combat pour le siècle prochain. Ils ne sont pas seulement venus pour échanger des idées, car des idées sur les horreurs de la globalisation, on peut toujours en échanger. Moi-même je suis venu d'Asie parce que je me suis dit : c'est l'étape suivante, nous devons maintenant réfléchir à des stratégies coordonnées ».

Naomi Klein nourrit d'aussi grands espoirs : « Pour moi, Porto Alegre est une étape nouvelle et très importante dans le processus de globalisation de la société civile parce qu'il rassemble tant de gens et parce qu'il dit fondamentalement : parlez-vous ».

L'un des points sensibles de quasiment tous les mouvements, c'est que l'activisme risque souvent de vaincre la réflexion. La connaissance et la compréhension doivent trop souvent s'écarter devant l'action, l'engagement, la conviction ou l'émotion. Cela mène à une discorde absurde : des actions en faveur du changement ne peuvent réussir que si elles vont de pair avec l'analyse et la compréhension. C'est une chose que Klein a vite réalisée : « Quand des gens se réunissent dans le cadre de tels événements internationaux, il y a généralement un objectif très pratique. Ils sont là pour protester contre l'OMC, la Banque Mondiale, le FMI, la zone de libre échange des Amériques, l'Union Européenne. Mais ici, nous ne devons rien faire sauter. Tout ce que nous devons faire, c'est nous parler. C'est facile à sous-estimer, mais les discussions et les relations humaines sont en réalité l'ossature de ce mouvement. Elles nous permettent de comprendre que toutes nos luttes locales sont en fait internationales et ont bien plus de liens mutuels que nous ne le pensions ».

Bifurcation

Bernard Cassen, qui n'est pas un défenseur enthousiaste des programmes révolutionnaires, estime cependant que le monde se trouve à un tournant : « Nous sommes internationalistes. Nous sommes venus à Porto Alegre en provenance de 120 pays pour développer des solutions de rechange qui s'inspirent de notre propre situation. Nous n'avons pas de petit livre rouge de la globalisation antilibérale. Et la faillite du socialisme réel nous montre qu'il est impossible de tout imposer. Notre méthode consiste à montrer qu'il existe d'autres voies, que nous ne sommes pas condamnés au monde barbare qui se manifeste partout. Eh bien, le seul fait de dire qu'un autre monde est possible signifie déjà que nous sommes à un tournant. Bien sûr, nous continuons à dire non au monde du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC. Mais cela ne nous suffit pas. Nous pouvons réaliser autre chose et nous voyons qu'il y a des chemins qui y conduisent. Une alternative se profile ».

ŒUVRER POUR UN AUTRE MONDE

Pas d'illusions

Chercher des alternatives est l'un des buts principaux du mouvement antiglobalisation qui s'installe à Porto Alegre. On se pose tout de suite la question fondamentale de savoir s'il y a bien des solutions de rechange au système économique en vigueur qui domine toute la planète depuis l'effondrement du communisme, comme le constate notamment François Houtart : « N'est-ce pas, comme Adam Smith nous l'a déjà montré, que le capitalisme prend l'homme tel qu'il est alors que les alternatives le prennent comme elles voudraient qu'il soit ? L'histoire récente ne montre-t-elle pas que les alternatives sont en fait utopiques ? »

Ceux qui travaillent ici sont-ils des idéalistes ou des réalistes ? Les deux, car les idéalistes d'hier se sont souvent avérés les réalistes d'aujourd'hui. Ils sont d'ailleurs tout aussi souvent traités d'utopistes. Car que nous apprend le passé ? Comment a-t-on jugé ceux qui, il y a un siècle, plaidaient pour le suffrage universel des hommes et des femmes, pour la journée de huit heures, des droits égaux pour l'homme et la femme et pour les congés payés ? Pour les réalistes « bien-pensants » d'alors, ces gens étaient des naïfs, des fous, des agitateurs ou des révolutionnaires, bref des utopistes, c'est-à-dire des personnes qui poursuivaient des ambitions ou des projets sociaux inaccessibles. Je vous laisse juger de l'inaccessibilité de ces objectifs. Il s'agissait bien d'utopies, mais pas au sens de concepts inaccessibles. Au contraire, ces utopies se sont avérées très réalistes, très accessibles. C'était des utopies qui indiquaient les changements possibles, les voies que les mouvements pouvaient emprunter. François Houtart l'exprime à sa façon : « Quand nous parlons d'utopie, il ne s'agit pas d'illusion, mais d'un projet mobilisateur. Ce n'est donc pas une simple construction de l'esprit. Un tel projet doit être ancré dans la réalité, et celle-ci lève des obstacles pour ceux qui poursuivent cette utopie ».

Les participants au premier Forum Social Mondial savent parfaitement qu'il y a des obstacles, la plupart d'entre eux en ont fait l'expérience concrète, chez eux comme lors des mobilisations internationales. L'ambition de Porto Alegre est de les aider à réaliser une telle utopie, un tel projet mobilisateur. Comme beaucoup d'autres, je suis moi-même convaincu que c'est possible. Il faut attendre pour être sûr que cela marche. Nous devons encore voir si Porto Alegre va accompagner le monde sur la voie du changement et sera plus qu'un inventaire de diverses alternatives. Ici, on parle sciemment au futur, car Porto Alegre n'est pas fini, le Forum Social Mondial se tiendra sans doute encore à plusieurs reprises. Bien entendu, le Forum n'est pas isolé. C'est un événement important à côté de nombreuses autres actions, mobilisations, organisations, réunions, rencontres, publications et mouvements qui s'inscrivent et font partie d'un large mouvement contre la globalisation actuelle et en faveur d'une autre globalisation.

Personnellement, je vois un parallèle intéressant. Il y a vingt ans, de nombreuses personnes à l'Est et à l'Ouest partageaient une utopie et se réunissaient chaque année à la Convention pour le désarmement nucléaire en Europe afin d'effectuer des analyses, échanger des idées, nouer des contacts, développer des solutions de rechange, préparer des actions et des manifestations, rassembler des propositions pour l'éducation, la formation, le travail politique, l'opposition non violente, etc. Nous n'acceptons pas que l'Europe demeure divisée et qu'une frontière continue à couper l'Allemagne en deux le long de laquelle plus d'un million d'hommes en armes étaient prêts à combattre. Ceux qui nourrissaient cet idéal, cette utopie d'une Europe et

d'une Allemagne non divisées étaient vomis par les « réalistes » et même stigmatisés par une grande partie du mouvement pacifiste comme utopistes et naïfs. Dix ans plus tard, cet idéal était réalisé et l'Europe unie ne surprend plus personne aujourd'hui.

Le monde continue à avoir grand besoin de cette sorte d'utopies mobilisatrices qui sont enracinées dans la réalité rebelle et qui montrent le chemin vers plus d'humanité. C'est une question de réalisme. De telles utopies n'ont rien à voir avec les illusions qui ont mené aux dictatures dévoyées et aux désastres et drames humanitaires du national socialisme et du communisme réel. J'en reviens à l'utopie d'une Europe et d'une Allemagne non divisée pour éviter quelques malentendus. En constatant qu'une partie du mouvement pacifiste à l'Est et à l'Ouest nourrissait cet idéal, je ne veux nullement suggérer qu'elle a assuré sa concrétisation. Il n'y a pas nécessairement de rapport. Je laisse aux historiens le soin de déterminer ce qui a exactement provoqué les changements révolutionnaires de l'année 1989.

Il y a un autre malentendu que je me garderais de propager, à savoir que ces changements signifieraient la victoire du système occidental ou du néolibéralisme. L'effondrement et même la faillite d'un système – en l'occurrence le communisme ou le socialisme réel – ne prouvent nullement que l'autre système serait une réussite complète à laquelle il n'y aurait pas d'autres solutions. Cela prouve tout au plus que l'autre système est plus vigoureux, et moins mauvais de ce point de vue. La théorie de la victoire est donc avant tout un bel échantillon d'une pensée malsaine.

Il est temps maintenant de voir ce que Porto Alegre nous offre. Jusqu'à présent, nous nous sommes surtout concentrés sur la question « Qu'est-ce qui ne va pas dans le monde ? ». Passons maintenant à l'autre question essentielle. Où devons-nous mener le monde ? Il ne faut pas se contenter de décrire les problèmes, mais aussi proposer des solutions.

Comment faire ? Il y a diverses possibilités. Inspirons-nous du fil conducteur des discussions entre les participants au Forum Social Mondial. Cassen nous informe à ce sujet : « Le programme a été développé par le comité brésilien et la base a été posée par Candido Grzybowski, le directeur d'IBASE, l'Institut Brésilien d'Analyse Socio-Economique. Cet institut jouit d'une réputation internationale et il est membre du comité organisateur du Forum. Il a fait une première proposition qui a été discutée. C'est ainsi qu'on a commencé. Il y avait une certaine hâte, beaucoup d'improvisation, ce qui explique certaines insuffisances. Nous parlons d'ailleurs du numéro zéro du forum, le numéro un, c'est pour l'année prochaine ».

Mais ce programme est quand même attrayant. On a tracé quatre grands thèmes. Le premier est « La production de bien-être ». Le deuxième, « L'accès au bien-être », pose la question de la répartition entre riches et pauvres où se glisse aussi la question écologique. Le troisième, « La société civile et la sphère publique, aborde notamment la démocratisation des organisations internationales. Enfin, « Le pouvoir politique et l'éthique dans une société nouvelle » montre bien que l'économie n'a plus la priorité.

Il ne faut pas s'étonner si vous découvrez dans ces thèmes les diverses caractéristiques et aspects particuliers de la globalisation que nous avons résumés dans notre essai de définition. En deux mots : la globalisation est technologique, financière, économique, sociale, écologique, politique, militaire, culturelle, idéologique et philosophique. Car un Forum Social Mondial qui se respecte doit analyser la globalisation sous tous ses aspects et explorer systématiquement des solutions de rechange.

Dans les chapitres qui suivent, vous pourrez sûrement retrouver et reconnaître ces thèmes ou ces aspects. Je n'ai pas opté pour une division rigide de la réalité dans ces thèmes, c'est rarement la meilleure manière de favoriser la compréhension. Prenez le problème vital de l'alimentation et de l'agriculture. On ne peut pas séparer comme ça la production économique de nourriture – de bien-être – de sa répartition sociale, pas plus que du mouvement social et de la discussion publique à ce sujet par des mouvements paysans, des organisations environnementales et beaucoup d'autres, sans oublier la prise de décision politique. Ce découplage et ce traitement séparé de ce qui va ensemble est beaucoup trop artificiel. Il vaut nettement mieux traiter toute cette problématique en même temps pour effectuer une sorte de coupe transversale de tous les aspects significatifs de la question alimentaire et agricole.

Comme le mouvement antiglobalisation ne connaît pas de structures rigides, nous opterons dans cet ouvrage pour une approche mixte. Nous allons maintenant exposer la question sociale dans tous ses aspects. Ensuite, nous effectuerons un zoom sur des thèmes comme la production et l'accès au bien-être, la durabilité, la société civile, le pouvoir politique et la démocratie, la guerre et la paix, sur tous les aspects de la globalisation, bref, sur les thèmes du programme de Porto Alegre. Des chevauchements sont évidemment possibles. L'environnement est aussi bien un thème qu'une question sociale car écologique. C'est plus une mosaïque ou un puzzle que nous tenterons de reconstituer : plus nous remettrons de pièces à leur place, mieux nous appréhenderons la réalité.

L'INVERSION DES VALEURS

Des alternatives aux aspects boiteux de notre monde ne poussent pas dans le vide. De même que le néolibéralisme se fonde sur des principes comme la privatisation, la libéralisation, la dérégulation et la recherche des profits à court terme, ces solutions doivent se fonder sur des principes et des valeurs. Mais ils sont très différents des autres, même la perspective est radicalement différente. Fondamentalement, c'est l'homme qui doit avoir la priorité. En deux mots : l'humanisme doit l'emporter sur le capitalisme. L'économie n'est importante que dans la mesure où elle est au service de l'homme.

A Porto Alegre, le sénateur brésilien Eduardo Suplicy le formule ainsi : « Quand à Davos, mille multinationales organisent chaque année un forum mondial pour réfléchir à ce qui se passe dans le monde, elles le font avec le point de vue des détenteurs de capitaux. Elles songent à la valeur du capital et se demandent si elle va monter ou descendre. Ici, le point de vue est celui de l'homme : que fait-on de leurs droits, que se passe-t-il avec les femmes, les hommes, les Indiens, les Noirs, avec tout le monde, avec ceux qui ont peu ou aucun droit dans leur propre pays et doivent émigrer ».

« Nous avons besoin d'un paradigme de développement qui tienne compte de la personne humaine et pas seulement de l'accumulation de richesses », affirme le Sénégalais Demba Moussa Dembele, qui représente la coupole des ONG du développement dans son pays. « Car aussi longtemps qu'on ne tient pas compte de l'humanité, on abandonne tout au marché qui produit et accumule au bénéfice de quelques-uns alors que des milliards d'individus restent sur le pavé. Le monde évolue ainsi vers la catastrophe. On a besoin d'un autre modèle qui tienne compte des intérêts des gens, un modèle où la production est au service des hommes et non de l'accumulation de capital ».

Un syndicaliste comme l'Argentin Eduardo Estévez ajoute aussitôt son grain de sel : « Selon notre vision, il est possible de réaliser une autre globalisation, plus juste et plus humaine, où nous restituons à l'homme et au travail la priorité dans le monde et où nous obtenons la justice sociale et la solidarité internationale. Mais ce sont des valeurs qui n'existent pas dans le néolibéralisme ».

Son collègue indonésien Muchtar Pakpahan invoque le principe de la justice pour plaider en faveur du partage et de la redistribution de la prospérité. Lorsque le Brésilien Fabio Comparatto parle d'une réorganisation démocratique du monde, c'est également une question de principes. « Nous n'avons pas de solutions économiques précises en vue, dit-il. Mais les principes de la souveraineté active des peuples – pas des états – et de la reconnaissance totale de tous les droits de l'homme ».

L'Allemand Michael Windfuhr dirige une organisation internationale des droits de l'homme qui milite pour le droit des hommes à cultiver des aliments destinés à leur usage personnel. Il aligne les principes qui priment à ses yeux et les confronte aux contradictions qui se manifestent dans chaque mouvement : « Il y a peut-être des contradictions. Nous ne savons pas si les nombreuses idées que nous avons s'accordent toutes les unes aux autres. Mais à mon avis, nous sentons bien quels sont les principes qui formeront les bases de toutes les solutions de rechange. A commencer par la participation. Les gens doivent être impliqués dans les décisions, comme ils sont impliqués à Porto Alegre dans les dépenses publiques. Deuxièmement, il y a les droits de l'homme, le respect des libertés mais aussi des droits

économiques, sociaux et culturels des gens. En troisième lieu, le respect de l'environnement et une culture de paix. Si nous souscrivons à ces principes et parvenons à construire – nous ne devons pas nous obstiner à combattre contre des choses, car il y a beaucoup à construire –, cela donnera lieu à un autre monde. Commençons seulement par respecter les droits de l'homme et à instaurer la participation ».

Les principes et les valeurs sont donc au centre des préoccupations, comme on le voit chez Walden Bello : « Nous nous retrouvons ici pour forger nos principes et valeurs communes telle que la solidarité, l'égalité, la justice. Elles sont toutes plus importantes que l'efficacité commerciale. C'est pourquoi celle-ci doit être un moyen et non un but. Nous devons également dire que si nous partageons ces valeurs, nous apprécions aussi la diversité. Par conséquent, la manière dont nous appliquons ces valeurs de bonne vie sociale diffère d'un pays à l'autre. En opposition à la Banque Mondiale et au FMI qui défendent un modèle, un schéma qui doit être bon pour tout le monde, nous disons que nous avons des principes communs mais des développements très différents. Nous sommes pluralistes ».

Bernard Cassen et Naomi Klein placent également le noyau du mouvement antiglobalisation dans ses valeurs et son pluralisme. Comme le dit Cassen : « Ce que nous avons finalement en commun, ce sont les valeurs. Mais dans le cadre de ces valeurs, nous pouvons avoir différentes priorités et apporter d'autres réponses. Vous savez, d'après moi, les marxistes primaires, ceux qui pensent que les structures et les finances doivent tout déterminer, se trouvent à Davos. Ils se sont même enfermés dans un goulag. Ce qu'a écrit Le Figaro est très juste. Davos est un anti-Porto Alegre. Car ici se trouvent les représentants de la société, les mouvements sociaux, les syndicats, les politiciens élus et ici, nous regardons le monde en fonction des besoins de la société. Davos défend des intérêts particuliers et regarde le monde par la lorgnette de l'argent. Face à cette véritable pensée unique, ce marxisme primaire de Davos, nous ne devons pas développer de doctrine unique. Différentes sociétés sont possibles et notre thèse veut que chaque société doit s'organiser selon ses propres valeurs et critères. On n'a pas besoin de modèle unique. C'est la globalisation néolibérale qui tente d'imposer un tel modèle et ce n'est pas un hasard si José Bové s'en est pris à un McDonald's. Il touchait effectivement à un symbole qui est partout le même, de Pékin à Moscou. C'est un bon emblème de la globalisation ».

« Ce mouvement livre un combat pour des principes de base comme le droit aux soins de santé pour tous, pour la démocratie et la souveraineté », dit avec feu Naomi Klein. « Les principes de ce mouvement, pour autant que je le comprends, ont trait aux droits des hommes à prendre en main leur propre destin. Si c'est votre principe, il y a un problème si vous vous organisez dans une hiérarchie et une idéologie du style « une seule mesure pour tous ».

Pour établir les liens entre valeurs et politique, retournons-nous vers Eduardo Suplicy qui l'exprime avec beaucoup de justesse : « Les instruments politiques que nous créons ne doivent pas seulement veiller aux intérêts propres à chacun. Ils doivent surtout traduire les valeurs qui ont fait avancer l'humanité lors des décisions cruciales de son histoire. Les exemples ne manquent pas : le peuple indien qui a mené avec le Mahatma Gandhi la lutte pour l'indépendance de l'Inde ; l'Afrique du Sud où le peuple s'est organisé avec Nelson Mandela pour mettre fin à l'apartheid ; le Brésil où, durant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, des millions de personnes sont descendues dans la rue pour réclamer la démocratie et se sont dressés pour l'éthique en politique ; les foules qui se sont réunies sous la houlette de Martin Luther King pour écouter son discours « I Have a dream » et qui ont obtenu l'égalité des droits civils pour la population noire des Etats-Unis ».

